

28 mai 2021

#Événement #Relance #NeutralitéCarbone2050
#Environnement #Mobilités #Industrie #Automotive #Équipementiers

Partager sur Twitter 

La FIEV réunit industriels et parlementaires et ouvre la voie à la co-construction en France d'une industrie des mobilités influente, compétitive et respectueuse de l'environnement

Syndicat professionnel des équipementiers et apporteurs de solutions automobile, la [FIEV](#) a réuni ce jour à la faveur d'un webinar ses adhérents, ses partenaires et des acteurs incontournables du débat politique sur l'avenir de la filière automobile. Dans un contexte de fragilisation inédite de l'activité équipementière en France en raison de la crise sanitaire et de la transition énergétique, cette web conférence visait à favoriser le dialogue sur les moyens qui permettront de maintenir en France un tissu industriel fort, innovant et attractif pour l'ensemble de la filière dans les prochaines années.

Retour sur les principaux enseignements de ce rendez-vous inédit, organisé en présence du [député Jean-Marc Zulesi](#), rapporteur du titre « se déplacer » du projet de loi Climat & Résilience et responsable du texte de la Loi d'orientation des mobilités (LOM, déc. 2019).

Partenaires des constructeurs, qui sont au plus près des attentes du marché et des pouvoirs publics, les équipementiers sont le maillon clé de la mise en œuvre de ces attentes. Au cœur de l'innovation de l'industrie automobile, ces derniers sont à la croisée des intérêts des différents acteurs de la chaîne de valeur. C'est pourquoi la FIEV, représentant 130 groupes d'entreprises à travers leurs 300 sociétés adhérentes, a souhaité échanger sur les raisons pour lesquelles toutes les parties prenantes – et en particulier les équipementiers – doivent agir de concert pour assurer la mobilité de demain.

Une situation préoccupante appelant une réflexion globale et concertée

La filière automobile dans son ensemble fait face à une évolution sans précédent, liée à la fois à l'accélération de sa mutation induite par les enjeux environnementaux et à la crise de la Covid-19.

Les conséquences de la crise sanitaire ont été extrêmement pénalisantes et se poursuivent, notamment pour les équipementiers de France, à l'instar de ce qu'ils subissent avec la pénurie de semi-conducteurs et l'inflation des matières premières.

Une situation qui perdure et qui ne fait que renforcer les effets néfastes d'un marché qui s'est globalisé à outrance au fil des ans et dans lequel l'industrie équipementière française a vu ses effectifs réduits de plus d'un tiers faute d'être suffisamment compétitive (-35% entre 2007 et 2016).

La profession s'inquiète aujourd'hui de la capacité de survie de nombreuses entreprises si rien n'est fait avec le concours de ceux qui font le tissu industriel français. La FIEV souligne que l'étude récente à laquelle elle a contribué, menée par l'Observatoire des Métiers de la Métallurgie, envisage une perte de 32 000 emplois directs à un horizon de 3 ans.

La prise en compte de l'expertise de l'ensemble de la chaîne de valeur est la condition *sine qua non* pour la construction d'une vision à la fois ambitieuse, réaliste et gagnante pour tous les acteurs présents sur le site France.

Une transition à marche forcée vers l'électromobilité, ou comment faire fausse route

Depuis de nombreuses années, les équipementiers automobiles constituent l'un des secteurs industriels les plus dynamiques en termes d'innovation, étant mobilisé en continu pour apporter des réponses et traductions concrètes aux objectifs environnementaux. Maillon incontournable et acteur de la transition énergétique, ils engagent des montants importants, investis en R&D au sein de leurs entreprises pour atteindre l'objectif d'une neutralité carbone en 2050.

Aussi, une grande diversité de carburants (bas carbone, décarbonés, non carbonés) existe. Les diverses motorisations (combustion, hybride, hybride rechargeable, gaz, hydrogène...) offrent la possibilité d'une part de répondre à des besoins clients et des usages variés qui constituent la liberté de mobilité, d'autre part d'opter pour une réflexion « du puit à la roue » bien plus vertueuse pour l'environnement à long terme.

Il est impératif de conserver cette science au cœur de la décision et de se baser sur les travaux des entreprises. Et pourtant, aujourd'hui le constat est rude : les changements technologiques au profit du « tout-électrique » sont imposés aux équipementiers sans tenir compte de la science et de la réalité du temps industriel. La classification Crit'Air décrite par une récente étude de l'IFPEN (Institut Français du Pétrole et Énergies Nouvelles) ou encore le Malus Masse ne s'appuyant sur aucun apport issu de la R&D en sont les tristes illustrations.

Les équipementiers de l'automotive adhèrent pleinement aux enjeux de l'urgence climatique. Mais l'on oublie que si cette industrie doit en être le premier acteur, elle en est aujourd'hui surtout la première victime : les équipementiers doivent en effet s'adapter en permanence aux contraintes des donneurs d'ordres qui définissent leur propre stratégie en fonction de leurs marchés pertinents.

Par ailleurs, les équipementiers s'inquiètent quant aux aides publiques majoritairement fléchées vers l'usage et trop souvent modifiées. Les primes de conversion, les bonus, la suppression de TVS pour les sociétés qui détiennent un véhicule électrique (VE) ou électrique rechargeable (PHEV)... ne sont pas inscrites dans le temps. Les futurs malus liés à la masse des véhicules viennent à nouveau

changer la donne et la FIEV considère que les messages sont brouillés pour les utilisateurs.

Le nécessaire développement de l'attractivité du site France

À l'heure où l'économie n'a plus de frontières, où la concurrence fait rage entre les États, l'enjeu de la compétitivité du site France est central pour la réflexion qui doit être menée. À titre d'exemple, avec son taux d'équipement (118 véhicules pour 1000 habitants vs. 500 en France) et son colossal potentiel de croissance, la Chine pourra bientôt exporter à un coût marginal.

La FIEV se félicite de plusieurs mesures, telles que :

- Les mesures du plan de relance pour les projets industriels d'investissements de la filière automobile et ce dans un contexte de verdissement des sites de production,
- La création du CORAM, Comité d'Orientation de la Recherche Automobile et mobilité ;
- La trajectoire de réduction de l'Impôt sur les Sociétés (IS) ;
- La baisse des impôts de production réalisée ; le syndicat rappelle qu'il conviendra de sanctuariser la seconde baisse prévue après 2023 et de la compléter par des étapes supplémentaires.

Un cadre fiscal stable et pensé sur la base d'une imposition prélevée après la création de richesse, et non avant, permettra aux entreprises du territoire français d'accroître significativement leur compétitivité et de concurrencer les pays à faibles coûts de main d'œuvre.

En complément, la FIEV insiste sur l'importance de mobiliser dès à présent les moyens indispensables à la (re)construction du leadership de l'industrie automobile *made in France* ; un projet de (re)conquête que la géographie du pays et l'investissement dans l'intelligence artificielle et les ordinateurs quantiques pourraient favoriser. Une telle stratégie offrirait au site France l'opportunité de devenir un laboratoire mondial de la mobilité de demain et à l'industrie hexagonale celle de faire émerger de nouvelles normes.

Une fois encore, la FIEV rappelle qu'il est essentiel de réfléchir et travailler avec une vision plus large et surtout dans la concertation.



« Ingénieur en génie mécanique de formation, c'est une évidence pour moi que de devoir écouter la science et les remontées du terrain pour guider au mieux nos décisions prises dans le souci de l'intérêt général. Ces saines concertations, aujourd'hui initiées par la FIEV, sont extrêmement précieuses et permettent d'avancer efficacement sur une transition énergétique concrète qui ne pénalise pas les acteurs industriels. Le nécessaire dialogue entre décideurs publics et acteurs privés nous met sur le droit chemin d'un abandon rapide des énergies fossiles au profit de technologies non polluantes, tout en garantissant à chacun une temporalité suffisante à la préservation de nos outils industriels, de leur compétitivité et des emplois qu'ils abritent. Aussi, je remercie la FIEV pour son invitation et ne peux que

me réjouir une fois de plus de la détermination des équipementiers à vouloir jouer un rôle majeur dans la co-construction de solutions de mobilité toujours plus respectueuses de l'environnement et des individus. »

Jean-Marc Zulesi

Député LREM des Bouches-du-Rhône, 8e circonscription

« Parce que nous comptons parmi les adhérents de la FIEV des groupes internationaux qui approvisionnent un marché mondialisé, nous disposons d'une expertise tant sur le plan technique que sur le plan de l'attractivité. En tant que syndicat professionnel, notre objectif est donc de contribuer à maintenir sur le territoire français un tissu fort d'équipementiers, synonyme également d'emplois et de création de valeur. Mais pour ce faire, il est essentiel que la politique publique soit définie de manière concertée, dans le respect de la neutralité technologique d'une part et la stabilité réglementaire d'autre part. C'est pourquoi, nous avons à cœur d'initier cette dynamique en conviant les représentants parlementaires impliqués sur nos sujets à venir débattre avec nos adhérents et entendre nos analyses et retours d'expérience. »

Claude Cham

Président de la FIEV



À propos de la FIEV

Agir pour le futur de l'automotive en défendant une mobilité durable, vectrice de liberté et respectueuse de l'environnement

La FIEV (Fédération des Industries des Équipements pour Véhicules) est le syndicat professionnel des équipementiers, des fabricants d'équipements de garage et de tous les autres apporteurs de solutions automotive. Elle représente et défend les intérêts d'une industrie dont les acteurs contribuent à 85% au prix de revient d'un véhicule, réalisent près de 19 Mds€ de chiffre d'affaires, dont 54% réalisés à l'export, et rassemblent 70 900 emplois.

130 groupes d'entreprises, et leurs 300 sociétés adhérentes de la FIEV, bénéficient d'un large accompagnement (conseils, veille, formation et études), indispensable à leur performance sur un marché en perpétuel mouvement.

Actionnaire majoritaire d'EQUIP AUTO, la FIEV contribue activement à faire de ce salon le rendez-vous international de l'après-vente automobile et des services pour la mobilité en France.

Pour en savoir plus : www.fiev.fr